



# COMMUNIQUE DE PRESSE

CGT Éduc'action - 263 rue de Paris - case 549 - 93515 Montreuil cedex

Mel : [unsen@ferc.cgt.fr](mailto:unsen@ferc.cgt.fr) - Site : [www.unsen.cgt.fr](http://www.unsen.cgt.fr)

Contact Presse : Matthieu Brabant - 06 77 81 34 83

## Lycées en Éducation prioritaire : la ministre se moque des personnels

**La journée nationale de grève du 17 novembre 2016 dans les lycées relevant ou devant relever de l'Éducation prioritaire a été une réussite.**

Cet appel du collectif *Touche pas à ma ZEP* (représentant 77 établissements de 13 académies), de la CGT Éduc'action et, localement, d'intersyndicales, a abouti en région parisienne comme sur tout le territoire, à un mouvement qui s'est largement étendu.

Des manifestations se sont tenues à Paris (1 000 manifestants en direction de l'Assemblée nationale), mais aussi, par exemple, à Marseille (400 manifestants), Dreux (300)...

Devant ce mouvement qui s'ancre dans la durée et s'étend, la réponse du ministère ne peut pas se réduire à la prolongation de la période transitoire : deux années supplémentaires de bonifications pour le mouvement des enseignant-es et la simple aumône du maintien complet de l'indemnité ZEP une année de plus.

Pourtant, c'est par une déclaration grossièrement politicienne et teintée de mépris pour les personnels en lutte que la ministre a choisi de répondre. Non, Madame la ministre, les personnels ne disent pas, comme vous l'affirmez, que "*vous avez bien fait de réformer l'Éducation prioritaire à l'école et en collège*" et ils ne se satisferont pas de l'annonce du retour des lycées en Éducation prioritaire... au prochain quinquennat.

La réforme de l'Éducation prioritaire a laissé un grand nombre d'établissements et d'écoles sur le bord du chemin. Surtout, elle ne s'est pas traduite par une hausse des moyens et une baisse des effectifs par classe, mesures indispensables pour améliorer les conditions d'étude des élèves et de travail des personnels.

Les personnels en lutte savent également que c'est la même ministre qui affirme que "*toute la communauté sait à qui s'adresser*" pour que les lycées réintègrent l'Éducation prioritaire après les élections. Mais pourtant, c'est ce gouvernement qui les en a exclus en 2014 et qui est revenu sur sa promesse d'établir une nouvelle carte par la suite.

Les personnels en lutte revendiquent, avec la CGT Éduc'action, entre autre, l'établissement d'une carte de l'Éducation prioritaire basée sur des critères sociaux et géographiques objectifs et transparents, intégrant les lycées et la diminution drastique des effectifs par classe avec des maxima inscrits réglementairement.

**Considérant que les lycéen-nes issu-es des quartiers populaires méritent mieux que cette mise en scène politicienne à visée électorale, la CGT Éduc'action exige que les revendications légitimes des personnels soient entendues avant les prochaines échéances électorales. Elle appelle tous les personnels concernés à amplifier le mouvement et à massivement faire grève le 29 novembre** prochain.

La CGT Éduc'action agira dans le cadre unitaire le plus large possible pour faire aboutir les revendications des personnels.

Elle appelle également les parents d'élèves à soutenir les personnels en lutte pour l'avenir de l'Éducation prioritaire.

Montreuil, le 21 novembre 2016